

# Palestine

s o l i d a r i t é 

N° 51 • Été 2020

## Le boycott : droit citoyen enfin reconnu !

Le 11 juin, la Cour européenne des droits de l'homme (CEDH) rendait un arrêt reconnaissant que l'appel au boycott était un droit citoyen, dès lors qu'il était motivé par la critique d'un État et de sa politique : l'État d'Israël, qui viole quotidiennement le droit international et les droits de l'Homme, ne devant pas faire exception.

### **La France enfin condamnée**

La France est ainsi condamnée dans l'affaire qui l'opposait à 11 militants condamnés par la justice française pour des actions d'appel au boycott. Partie prenante de la campagne internationale BDS<sup>(1)</sup>, l'AFPS 44 mène avec ses partenaires des initiatives dans ce domaine depuis de nombreuses années, sur des principes toujours motivés par la remise en cause de la politique de l'État d'Israël. Nous avons été à plusieurs reprises l'objet de pression de la part du procureur de la République et de la police. Avec cet arrêt, nous entendons poursuivre et intensifier nos actions en restant fidèle à nos principes. L'arrêt de la CEDH apporte un démenti cinglant aux organisations qui se font les relais en France de la politique israélienne en attaquant la liberté d'expression et le droit à l'action citoyenne. Sont visés également ceux qui, jusqu'au plus haut niveau de l'État, prétendaient que l'appel au boycott était interdit en France, invoquant soit l'atteinte à la liberté du commerce soit en assimilant de mauvaise foi le boycott à des actions anti-sémites. Sont visées notamment les scandaleuses circulaires ministérielles toujours en vigueur dont nous exigeons le retrait immédiat.

### **Que vaut la vie d'un Palestinien ?**

Mais l'actualité retiendra certainement en ce début d'été, le très fort mouvement international de solidarité avec les Noirs américains discriminés depuis des décennies, après la mort de Georges Floyd, tué par un policier. Le mouvement de solidarité avec la Palestine soutient ces manifestations. Cependant il n'est pas inutile de relever la différence de traitement médiatique entre ce fait et l'assassinat par l'armée israélienne d'occupation de Eyad Al-Halaq, Palestinien de Jérusalem autiste, se rendant tranquillement à son école : que vaut en effet la vie d'un Palestinien pour Israël ?

### **Une situation d'apartheid**

Une partie de la réponse est peut-être à chercher dans l'évolution de langage de la gauche israélienne, pas celle qui a initié le sionisme, l'a porté avec la colonisation, et qui aujourd'hui s'est effondrée ; nous parlons de celle qui s'est alliée avec les Palestiniens d'Israël aux dernières élections législatives au sein de la Liste Unifiée recueillant près de 13% des voix, et qui n'hésite plus à décrire la réalité des territoires palestiniens, comme une situation d'*apartheid*. Longtemps banni du vocabulaire, l'évolution de l'usage du mot *apartheid* peut amener la société israélienne à s'interroger sur son avenir, et donc son passé.

**Le mouvement de solidarité, observateur de cette évolution, se trouve légitimé et renforcé dans l'action de boycott des produits des colonies mais également dans des domaines moins médiatisés comme la culture et le sport que nous traitons dans ce numéro. ■**

Bruno Fritel

\*BDS :

Boycott – Désinvestissement – Sanctions est une campagne non-violente initiée en 2005 par 170 organisations de la société civile palestinienne.

### **AFPS 44**

Pôle associatif Désiré-Colombe  
8 rue Arsène-Leloup  
44100 NANTES  
02 51 72 01 23  
afpsnantes@wanadoo.fr

Permanence :  
Chaque lundi, de 18 à 20 heures

[www.afps44.france-palestine.org](http://www.afps44.france-palestine.org)  
[www.facebook.com/AFPS44](https://www.facebook.com/AFPS44)  
[www.france-palestine.org](http://www.france-palestine.org)

## Covid-19

# Double épreuve pour les Palestiniens

Face à l'épidémie de la Covid-19, voici quelques éléments de la situation sanitaire dans les territoires palestiniens.

On a d'abord cru au pire, puis les premiers résultats quant au nombre de personnes contaminées ont été plutôt rassurants avant de se détériorer.

(1) La situation pouvant évoluer rapidement, ces informations ont été mises à jour au 15 juin 2020.

**Le faible bilan au début de la pandémie** a pu s'expliquer par la jeunesse de la population : près de 40% des Palestiniens ont moins de 14 ans et seuls 5% ont plus de 65 ans. Il faut également souligner les strictes mesures de confinement adoptées très tôt par l'Autorité palestinienne en Cisjordanie et par le Hamas à Gaza. Enfin, le siège imposé à Gaza depuis 2007 par Israël et l'Égypte a paradoxalement limité la propagation du virus.

**Mais la situation coloniale de cloisonnement et fragmentation** du territoire palestinien a entraîné d'importantes difficultés pour la cohésion du système de santé et pour l'accès du personnel, des ambulances, des patients et des familles. La séparation de la bande de Gaza et de la Cisjordanie, la fragmentation de la Cisjordanie occupée en zones A, B et C, le contrôle israélien de la ville d'Hébron et de Jérusalem-Est, entraînent d'importantes difficultés pour la cohésion du système de santé et pour l'accès du personnel, des ambulances, des patients et des familles.

**À Gaza**, les bombardements lors des deux dernières invasions israéliennes ont désorganisé et affaibli durablement les structures sanitaires. En maintenant le territoire

sous blocus, la situation économique s'est également dégradée impliquant une baisse des effectifs chez les personnels de santé. En outre, on ne compte que 85 respirateurs et 70 lits de soins intensifs pour près de 2 millions d'habitants. Les coupures d'électricité continues sont de plus en plus contraignantes pour le secteur de la santé, l'approvisionnement en eau et la gestion des déchets. Et avant même l'arrivée du virus, l'ONU prévoyait que l'enclave palestinienne serait invivable... en 2020.

## Une évolution inquiétante

Courant juin, la situation s'est dégradée dangereusement, notamment à Hébron et chez les travailleurs palestiniens travaillant en Israël, ou les personnes qui ont eu des contacts avec eux à leur retour en Cisjordanie.

Selon Rym Najjar, cadre palestinien de Ramallah : « Nous avons maintenant deux ennemis : l'occupation israélienne et le coronavirus. Les deux sont des ennemis de l'humanité. Et pendant la pandémie, l'occupation israélienne continue de démolir des maisons palestiniennes à Jérusalem et en Cisjordanie, à arracher nos oliviers et à les brûler... elle n'a pas abandonné son caractère brutal et raciste ». ■ Ghani Moussalli et Marc Schoene

## Soutien au camp de Jénine

Le camp de réfugiés de Jénine, c'est 17 000 personnes « vivant » sur un espace de moins d'un kilomètre carré avec environ 8 000 enfants d'âge scolarisable.

Les échanges entre le camp de Jénine et l'AFPS 44 datent de 2003 avec en particulier le soutien de la commune et du canton de La Chapelle-sur-Erdre (19 000 habitants sur 33 km<sup>2</sup> !). Un axe important du travail d'aide se fait avec « la Maison Chaleureuse » et la prise en charge de l'accueil de 30 enfants en grande difficulté scolaire et/ou psychologique.

Depuis l'apparition de la pandémie du Corona Virus, le camp est menacé par l'épidémie (très présente en Israël), mais, aux dernières nouvelles reçues, il n'y avait pas de cas (paradoxalement, son « confinement » forcé par l'État israélien a pu éviter la propagation de la pandémie !). L'UNRWA\* est présente mais ne dispose que de faibles moyens. Les associations de femmes du camp s'organisent et forment la population aux mesures de confinement à prendre (gestes barrières, masques...). La situation sociale et économique est dramatique d'autant plus que le gouvernement israélien refuse aux Palestiniens de se rendre en Israël pour travailler d'où une absence encore plus forte de salaires, d'argent.

Les adhérents de l'AFPS44 et des élus, particulièrement du secteur de La Chapelle sur Erdre, qui a signé un protocole d'amitiés avec le camp de Jénine, ont répondu aux appels des associations de femmes et se mobilisent pour apporter une aide sanitaire et alimentaire au camp. Trois mille euros ont déjà été envoyés. ■

Jean Peetson

\* UNRWA :  
Office de Nations Unis  
pour les réfugiés  
de Palestine

# Le confinement à Halhul

Sur les hauteurs d'Hébron, Raed Abu Youssef préside la coopérative *Al Sanabel*, qui soutient la culture du raisin par les paysans palestiniens. Pendant la période de confinement, l'AFPS l'a joint au téléphone pour prendre des nouvelles de la situation sur place. À Halhul, 4 cas de Covid-19 déclarés ont conduit à une fermeture de la ville qui a limité l'accès aux champs.

« Des blocs de béton ferment tous les accès à la ville. Pour aller travailler dans mes champs, j'ai dû emprunter des petits chemins et traverser des bois; le soir, je laisse mon tracteur et je reviens à pied. Ça me rappelle la deuxième intifada, quand toutes les routes étaient barrées par l'armée israélienne.

*Halhul est une ville morte, il n'y a plus que deux ou trois magasins ouverts. La décision d'isoler la ville a été prise par l'Autorité Palestinienne après la découverte de 4 cas liés à un atelier qui fabriquait... des masques. Cette entreprise de couture — faute de clients habituels — avait décidé de produire des masques essentiellement vendus en Israël. 70 personnes en contact avec les malades ont été testés, négatifs pour le moment, mais les tests seront à confirmer dans une semaine.*

*On craint beaucoup le retour des ouvriers d'Israël car il y a de nombreux foyers de virus de l'autre côté de la ligne verte. Les ouvriers palestiniens qui avaient une autorisation de travail en Israël ont été renvoyés la semaine dernière. Mais dans le*

*même temps, Israël a laissé des passages dans le Mur pour faciliter l'accès de Palestiniens. Certains jeunes sont allés travailler dans les rares entreprises encore ouvertes. La plupart de ces entreprises appartient à des religieux ultra-orthodoxes qui ne veulent pas prendre de précautions.*

*Autre inquiétude pour les paysans palestiniens, c'est la crise économique; déjà, les gens n'achètent que l'essentiel car l'argent manque : à la coopérative, on ne vend pratiquement plus de jus de raisin. Pour le moment, il n'y a pas de récolte mais la saison des fruits arrive : abricots et prunes, que va-t-on en faire ? Je suis très pessimiste. » ■*

*Entretien réalisé le 6 avril 2020 par l'AFPS44*

# Les prisonniers maltraités

## Un refus de soins

Les problèmes d'hygiène et de santé sont depuis toujours, pour Israël, un moyen de maltraiter les prisonniers. Refus de produits d'hygiène nécessaires, notamment pour les femmes. Des centaines de malades chroniques ne sont pas traités : diabète, asthme, hypertension... et des interventions chirurgicales indispensables sont refusées : cancers, problèmes rénaux... Les prisons sont insalubres, manquent de ventilation et la promiscuité y est importante.

## Une gestion « punitive » du Covid-19

Depuis le début de l'épidémie de Covid-19, Israël a renforcé ces maltraitances : des produits d'hygiène et de désinfection ont été retirés de la « cantine » des prisonniers, les gardiens ne prennent souvent aucune précaution lors des interrogatoires et des fouilles quotidiennes des cellules, alors qu'il y a beaucoup plus d'Israéliens que de

Palestiniens touchés par le Covid. Les prisonniers ne bénéficient pas de dépistage, ni de masques. Les visites des familles sont suspendues, les audiences au tribunal se tiennent en l'absence des détenus ; ils n'ont plus accès à leur avocat sauf pour un appel téléphonique, avant et après l'audience.

## Réactions dans le monde et obligations de l'occupant

Mahmoud Abbas a demandé à Israël, dès le début de l'épidémie, de libérer les prisonniers palestiniens et a affirmé qu'il le tient entièrement responsable de leur vie. L'ONU est également intervenue auprès d'Israël pour demander les mesures nécessaires à la protection des prisonniers.

Des experts des droits de l'homme à l'ONU, ainsi que de nombreuses ONG, dont l'AFPS et la plateforme française des ONG pour la Palestine, ont également appelé Israël à libérer les prisonniers les plus vulnérables : malades, enfants, pri-

sonniers âgés. Alors qu'Israël a libéré des centaines de prisonniers israéliens au début de la pandémie. En ce qui concerne les prisonniers palestiniens, les arrestations continuent : 357 en mars, dont 48 mineurs.

Suivant les conventions internationales, Israël est tenu d'assurer la protection des prisonniers. Selon la Convention de Genève relative au traitement de prisonniers de guerre (et sous occupation) : « Les prisonniers de guerre doivent être traités en tout temps avec humanité (...) La Puissance détentrice des prisonniers de guerre sera tenue de pourvoir gratuitement à leur entretien et de leur accorder gratuitement les soins médicaux que nécessite leur état de santé ».

Il y a actuellement 5000 prisonniers palestiniens, dans les prisons israéliennes, dont 373 détenus administratifs et 170 enfants. ■

Marie-Annick Hunault

Pétition:  
Israël doit libérer tous les enfants palestiniens détenus à la suite de la pandémie de COVID-19:  
<https://www.france-palestine.org/Petition-Israel-doit-liberer-tous-les-enfants-palestiniens-detenus>

# Alerte : la vallée du Jourdain annexée ?

Après plusieurs semaines de rivalités Netanyahu/Gantz, coup de théâtre le 20 avril : les deux rivaux s'allient pour former ensemble un gouvernement d'urgence nationale avec deux objectifs : lutter contre le Covid-19 et... mettre en œuvre l'annexion de territoires palestiniens conformément au « plan Trump », en commençant par la vallée du Jourdain, dès le 1<sup>er</sup> juillet 2020. Dans la stratégie israélienne, le moment est propice pour réaliser une annexion majeure : un président américain assuré d'être à la Maison Blanche au moins jusqu'en novembre 2020 qui pousse à cette annexion, une Europe affaiblie et divisée, une opinion israélienne majoritairement favorable à l'extrême-droite.

## Les dangers de l'annexion

L'annexion rampante de la zone C est déjà à l'œuvre depuis des années : vol de terres, démolitions de maisons palestiniennes et expulsions... mais l'officialisation de cette annexion dans la loi israélienne aurait des conséquences des plus graves. Comme le note l'avocat israélien Michael Sfarid : « L'annexion des territoires signi-

fiera presque certainement la "nationalisation" de la plupart des terres qui s'y trouvent. De nombreuses terres qui appartiennent à des Palestiniens vivant en dehors de ces territoires seront considérées comme des propriétés des absents » et à ce titre pourraient être expropriées selon la loi israélienne. Par ailleurs les terres palestiniennes restantes, de plus en plus réduites et morcelées, rendraient définitivement caduque l'existence d'un état palestinien.

Sur le plan international, cette décision pourrait menacer les accords de paix bilatéraux entre Israël et la Jordanie risquant de rendre encore plus explosive la situation régionale. Cette nouvelle violation du droit international qui ne serait pas sanctionnée porterait un coup de plus à la crédibilité de l'ONU.

## Des voix dans le monde manifestent leur opposition

Un appel lancé par 50 anciens ministres des affaires étrangères européens — dont Hubert Védrine et Dominique de Villepin — est sans ambiguïté : « *Compte tenu de l'urgence de la situation, nous appelons l'Europe à rejeter le plan américain comme base pour des négociations et à prendre des mesures immédiates et efficaces pour contrer la menace d'annexion et ainsi préserver un ordre international fondé sur des règles* ».

De même près de 130 parlementaires du Royaume-Uni, dont d'anciens ministres conservateurs, ont exhorté Boris Johnson à imposer des sanctions économiques contre Israël : « *le droit international est limpide. L'acquisition de territoire par la guerre est interdite. L'annexion russe de la Crimée en 2014 est un exemple récent où la Grande-Bretagne s'est opposée à juste titre à de tels actes avec des mesures appropriées, y compris des sanc-*

*tions sévères* »...

La France comme l'Union Européenne ont condamné ce plan et évoqué, sans les préciser, des mesures pour contrer l'annexion, mais seulement « *si elle est mise en œuvre* ».

En Loire-Atlantique, l'AFPS44 a interpellé les parlementaires pour les inciter à intervenir auprès du gouvernement : Y. Vaugrenard, sénateur, et Michèle Meunier, sénatrice, ont posé une question au ministre des Affaires étrangères ; Y. Daniel, député, a interrogé le ministre. Malheureusement, les réponses de M. Le Drian sont des plus banales et convenues, rappelant la position française sur la solution à deux États et déclarant à propos de l'annexion : « *si de telles mesures étaient mises en œuvre, elles ne resteraient pas sans réaction et seraient prises en compte dans nos relations avec Israël...* »

## Développer la mobilisation citoyenne contre l'Annexion

En France, l'AFPS a lancé une action dans de nombreuses villes avec le mot d'ordre **#stop-Annexion** les 5 et 6 juin 2020, date choisie en référence à la guerre israélienne du 5 juin 1967 qui a abouti à l'annexion de Jérusalem-est, du Golan syrien et du Sinaï (restitué depuis à l'Égypte).

À Nantes, les militants ont répondu à cet appel en assurant pendant deux heures une présence d'information dans les rues, sur les places et terrasses de cafés du centre ville très fréquenté ce samedi 6 juin. Pendant près de deux heures sur un circuit de 1,5 km ont alterné points fixes et déambulation silencieuse pour donner de la visibilité à la Palestine et appeler à signer les diverses pétitions contre l'annexion. ■

Pierre Leparoux

B. Netanyahu,  
lors d'un discours  
à Ramat Gan,  
près de Tel Aviv,  
le 10 septembre 2019  
(photo Amir Cohen -  
Reuters)



## ÉLECTIONS EN ISRAËL

# Majorité de droite extrême

Le 20 mars 2020, les Israéliens votaient pour la troisième fois en un an : les deux précédentes élections à la Knesset — le Parlement israélien — n'avaient pas permis de dégager une majorité...

Comme dans les précédentes, deux « poids lourds » de la politique s'affrontaient : d'un côté, B. Netanyahu, Premier ministre depuis 2009 et inculpé par la justice pour corruption ; de l'autre, B. Gantz, ancien chef d'état-major qui fit bombarder Gaza en 2014.

Malgré les rivalités personnelles et les intérêts politiques, ces deux hommes prônaient la même politique de poursuite de la colonisation et l'annexion de la Cisjordanie. Tous deux ont obtenu des scores presque identiques : respectivement 36 et 33 sièges sur 120. De son côté, Advigor Liberman, représentant de la droite laïque nationaliste qui vit lui-même dans une colonie, s'était opposé à Netanyahu, en prônant le service militaire obligatoire pour les religieux. C'est sur cette question qu'en 2018 il avait fait chuter le gouvernement et provoqué des élections anticipées. En recul, il obtient 7 sièges.

Si l'on additionne les voix des partis de droite, extrême droite et les partis religieux on arrive à 81,5 % des suffrages. Même s'ils se divisent sur des questions personnelles ou sur des sujets comme le service militaire des religieux, ces partis sont tous d'accord avec la colonisation et le maintien de l'occupation.

Dans ce contexte, le parti travailliste paie sa politique et ses alliances parfois ambiguës : en net recul, il n'obtient que 5,83 % des voix et 7 sièges. Il fait actuellement partie du gouvernement d'union dirigé par B. Netanyahu.

Dans le même temps, la Liste Unifiée conduite par Ayman Odeh conforte sa place avec 12,87 % des voix et 15 sièges.

Ce score mérite d'être souligné car longtemps les Palestiniens d'Israël ont boycotté les élections, et obtiennent avec la Liste Unifiée 15 députés. Ceux-ci ne se

font pas d'illusion sur leur pouvoir réel au sein d'une assemblée majoritairement d'extrême droite, mais ils constituent aujourd'hui la première force d'opposition de gauche après l'effondrement et le ralliement des travaillistes et obtiennent ainsi une tribune permettant de porter la voix des Palestiniens et des Juifs israéliens discriminés, afin de dénoncer les crimes israéliens.

Pierre Leparoux

Une petite fille arabe israélienne glisse dans l'urne le bulletin de sa mère lors des élections législatives israéliennes du 2 mars 2020 dans la ville bédouine de Rahat au sud d'Israël (photo Hazem Bader/AFP).



### LIBERTÉ POUR SALAH HAMOURI !

Salah Hamouri, avocat franco-palestinien, 34 ans dont 9 années passées en prison après des parodies de procès, après avoir échappé à une tentative d'enlèvement par les services de renseignement israéliens le 20 mai dernier à Ramallah où il travaille pour l'ONG ADDAMEER\*, a été arrêté le 30 juin à Jérusalem-est où il habite.

Après une forte mobilisation du mouvement de solidarité, il a été libéré sous caution le 7 juillet.

Salah était l'invité d'honneur de la Semaine du Film Palestinien en Loire-Atlantique en janvier dernier et avait pu expliquer au public les conditions inhumaines de détention en Israël.

Sa femme Elsa Lefort et leur fils ont l'interdiction par les autorités israéliennes de se rendre à leur domicile de Jérusalem.

Une fois de plus un Palestinien, qui plus est porte-parole de la cause d'une Palestine libre, s'est retrouvé en détention administrative, c'est-à-dire sans qu'aucun chef d'accusation ne lui ait été notifié et dans une procédure renouvelable au bon vouloir des autorités militaires.

Nous restons vigilants. ■

Jean Peetson

**07.07.2020**

**SALAH HAMOURI EST LIBÉRÉ**

Le tribunal s'est réuni ce jour à Jérusalem pour se prononcer sur la détention de Salah Hamouri.

**Salah Hamouri a été libéré sous conditions :**

- caution de 3000 shekels
- interdiction de contacter certaines personnes durant 3 mois
- se rendre disponible à toute convocation judiciaire

Il n'y a toujours aucun motif avancé pour justifier cette détention d'une semaine.

**Merci à tou-te-s pour votre soutien qui a permis la pleine mobilisation des autorités françaises et sa libération. La mobilisation pale !**

[Libertepoursalah@gmail.com](mailto:Libertepoursalah@gmail.com)

[FreeSalahHamouri](https://www.facebook.com/FreeSalahHamouri)

[liberesalah](https://www.instagram.com/liberesalah)

[liberesalah](https://www.youtube.com/channel/UCBz0z0z0z0z0z0z0z0z0z0z)

**Comité de soutien à Salah Hamouri**

Avocat franco-palestinien

\*ADDAMEER : association de défense des droits des prisonniers palestiniens.

# L'agriculture empêchée de se développer

*La Palestine, un désert ? On nous l'a répété à l'envi : « Israël a fait fleurir le désert » Des écrits datant des premiers siècles de notre ère témoignent de culture d'orge, longtemps prisée par les brasseries du nord de l'Europe, eu égard à sa qualité. Il y est évoqué aussi les cultures de blé et les vergers qui incluaient les oliviers, les figuiers et la vigne. La traditionnelle orange de Jaffa était internationalement connue bien avant la création de l'État d'Israël.*

Quant à Israël, au moment du partage du territoire, l'ONU lui a attribué la fertile plaine côtière le long de la Méditerranée et les coteaux verdoyants de la Galilée dans le nord. Dans son lot il y avait aussi, au sud, le désert du Néguev qui n'a toujours pas fleuri, lui. Avec la construction du mur, Israël s'est encore accaparé une bande fertile à l'ouest de la ligne verte et s'apprête à annexer toute la vallée du Jourdain, partie la plus riche de la Cisjordanie.

## Les atouts de la Cisjordanie

La nature des sols, la richesse en eau souterraine, les températures et la pluviométrie de type méditerranéen sont des facteurs d'un potentiel agricole important. Les districts de Jénine, Tulkarem et Qalqilyah sont les plus propices à l'agriculture, grâce à leur faible déclivité. On y pratique les grandes cultures de céréales, d'oliviers, et aussi les cultures maraîchères sous serres et de plein champ. Ce sont surtout des cultures pluviales, la pluviométrie étant de 600 à 700 mm/an<sup>(1)</sup>, et seulement 19% des terres sont irriguées, essentiellement pour les légumes.

Le sud de la Cisjordanie peut grimper jusqu'à 1 000 mètres d'altitude mais sa pluviométrie est moindre, environ 300 mm/an. La culture principale est le raisin : on le trouve dans les vallées, ou sur les flancs de colline en terrasses, avec une irrigation partielle. Dans cette région on trouve également des fruitiers : pêchers, pruniers, pista-

chers, grenadiers, amandiers. Des oliviers occupent le fond de vallées sur des parcelles plutôt petites.

## Des difficultés liées à l'occupation.

Des entraves de toutes sortes empêchent l'agriculture de se développer.

Il s'agit d'entraves à la libre circulation qui nuisent à la complémentarité entre petites régions. Par exemple : quand les tomates sont mûres à Gaza avant de l'être en Cisjordanie, il est impossible de transporter l'excédent vers Hébron (distant seulement de 40 km) ; elles sont donc perdues. De même quand les prunes sont mûres dans la région d'Hébron, ils ne peuvent les faire parvenir à Gaza ou au nord de la Cisjordanie qui en manquent. De même pour le raisin et autres fruits frais.

L'accès à certaines parcelles oblige les agriculteurs à avoir une autorisation spéciale pour y accéder, mais ne garantissant pas totalement le libre accès. Ces entraves concernent surtout des parcelles proches des colonies, du mur, des routes de contournement... Ainsi le village de Jayyous, au nord-est de Tulkarem, un village uniquement rural, a vu 70% de ses terres coupées du village par le mur. Deux portes donnent accès à leurs champs, mais ces portes sont ouvertes ou pas, à des horaires aléatoires, suivant le bon vouloir de l'armée israélienne. On pourrait citer de nombreux autres villages dans la même situation. Difficile

dans ces conditions d'exploiter les terres de façon optimale...

Enfin l'accès à l'eau constitue une entrave majeure : la construction du mur a en effet détruit de nombreuses canalisations d'eau, surtout dans les districts de Tulkarem et Qalqilyah, rendant impossibles les cultures légumières sous serres. Le tracé du mur a aussi permis de mettre du côté des colonies israéliennes de nombreux puits. Les palestiniens sont interdits de creuser d'autres puits alors que la nappe souterraine principale est chez eux.

## Destruction des cultures

Pour la construction du mur, les bulldozers ont arasé une large bande, bien plus que la largeur nécessaire : depuis 1967, 800 000 oliviers ont été arrachés. À cela il faut ajouter des oliviers coupés par les colons dans les champs, ou les manœuvres de l'armée israélienne dans des champs de céréales prêts d'être récoltés.



Carte Bernard Albert.

### Répartition des produits agricoles

- 64 % de fruits (olives, dattes, raisins, agrumes, bananes)
- 24% de céréales
- 12 % de légumes

La vallée du Jourdain a subi particulièrement les agressions de l'occupant : déracinement d'arbres, démolitions d'infrastructures agricoles, de maisons, d'écoles, confiscation de l'eau. Une partie est déclarée zone militaire, ce qui autorise l'expulsion des Palestiniens. Résultat : sur les 250 000 Palestiniens<sup>(2)</sup> qui peuplaient la vallée, ils ne sont plus que 56 000, 4% seulement de la vallée étant actuellement cultivée par les Palestiniens.

### Face à l'occupation les paysans résistent

Ils ont sollicité l'aide de volontaires internationaux pour les accompagner dans certaines parcelles. Ainsi l'AFPS soutient ces missions pour la cueillette des olives dans la région d'Hébron et dans la région de Salfit. Dans cette région et dans tout le nord de la Cisjordanie, les oléiculteurs sont organisés en coopératives autour des moulins à olives ; ils ont amélioré la qualité des stockages et des pressages de sorte que leur huile peut être commercialisée à l'international.

Face au manque d'eau, ils réalisent des retenues d'eaux pluviales à des endroits stratégiques de ruissellement pour pouvoir arroser vignes et arbres fruitiers. Ces retenues sont elles-mêmes parfois détruites par l'armée israélienne. On a vu dans notre précédent numéro comment les agriculteurs du sud de la Cisjordanie se sont organisés en coopérative pour éviter les pertes de raisin et maintenir un prix correct, en faisant du jus pasteurisé. Des jeunes reviennent à la terre. Pour échapper au chômage ils refont des terrasses et replantent. Les terrasses sont faites manuellement, mais ils peuvent aussi utiliser des engins mécaniques comme des pelleteuses.

Des familles qui possèdent un peu de terre cultivent des légumes, exploitent quelques fruitiers pour leur propre consommation. Ces productions ne sont pas négligeables : nourrir la famille est un

moyen de vivre et donc de résister.

Dans la vallée du Jourdain la résistance s'incarne aussi dans le projet « *Dattes dans la vallée du Jourdain* ». Ce programme est soutenu par l'AFPS qui a obtenu un financement de l'AFD<sup>(3)</sup>. Il consiste en la plantation de palmiers chez les petits paysans, et l'acquisition de chambres froides, la possibilité de stockage permettant de maintenir les prix. La culture de la datte Medjoul est adaptée : économe en eau, elle tolère les sols salés, nécessitant peu d'intrants. Par contre elle nécessite beaucoup de main d'œuvre, ce qui n'est pas un souci vu le taux de chômage.

### Le cas particulier de la bande de Gaza.

Gaza, c'est 2 millions d'habitants dans 365 km<sup>2</sup>. Le secteur agricole fournit un emploi à 40 000 personnes et nourrit un quart de la population. Mais cette agriculture subit les agressions de l'armée israélienne de différentes façons. Lors des invasions militaires de 2008-2009 et de 2014, en plus des destructions de maisons et infrastructures, les tanks se sont acharnés sur les productions agricoles ; arasements des terrains, démolitions des réseaux d'irrigation, déracinements des arbres et destructions des récoltes, démolitions des serres et des bâtiments avicoles. En plus des milliers de tués lors de ces invasions, veulent-ils amener toute la population vers une mort lente ?

De façon permanente, Israël impose une bande dite « tampon » le long de la barrière de 300 mètres de large, parfois jusqu'à 500 mètres, ce qui diminue d'autant la surface cultivable. Pour certains, cela représente un tiers de leur surface. Israël pulvérise régulièrement des herbicides sur cette zone pour que rien ne pousse ; ils s'arrangent pour le faire par vent d'est de façon à ce que le produit soit entraîné vers les cultures : entre 2014 et 2018, ils ont pulvérisé 30 fois ces herbicides.

On ne peut citer toutes les exactions commises, mais voici une des dernières : le 15 janvier 2020, les autorités israéliennes ont ouvert les vannes de barrage d'eaux pluviales noyant 950 dunums<sup>(4)</sup> de cultures prêtes à être récoltées, à savoir haricots, pommes de terre, blettes, navets, cressons, choux, pois, oignons... Récoltes totalement détruites. Gaza sous blocus, récoltes de fruits et légumes détruites, que reste-t-il aux Gazaouis pour se nourrir ?

### Le grand défi : l'auto-suffisance

Il s'agit pour les paysans palestiniens de retrouver leur souveraineté alimentaire alors que l'occupation israélienne a mis en place le contrôle sur leur production agricole, empêchant toute tentative d'auto-suffisance. Entre 1970 et 2017, la part de l'agriculture dans le PIB a fortement chuté, passant de plus d'un tiers à moins de 5%.

Les petites exploitations représentent 90% de l'ensemble des agriculteurs, et ces petits paysans s'engagent dans l'agroécologie qui leur permet de garder la maîtrise de leurs moyens de productions. Ils devront aussi faire face au réchauffement climatique (48° à Jéricho en mai dernier). Ils ont déjà adapté leurs pruniers à la sécheresse en les greffant sur des amandiers plus résistants au manque d'eau. Ils ne manquent pas de ressources ni de savoir-faire pour y arriver.

De notre côté, nous pouvons soutenir les petits producteurs palestiniens en achetant leurs produits, comme l'huile d'olive ou les dattes, et en soutenant leurs projets comme celui de la coopérative de jus de raisin *Al Sanabel*. ■

Arlette Hamon

(1) à Nantes, la moyenne est de 750 mm/an.

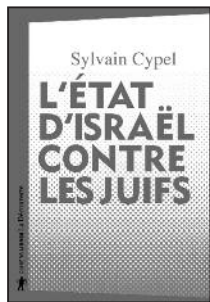
(2) 250 000 : ce chiffre fait l'objet de débat mais reste celui le plus communément admis.

(3) AFD : l'Agence Française pour le Développement est un organisme public qui finance des projets à l'international.

(4) 10 dunum = 1 hectare.

Agriculteurs palestiniens travaillant dans leur champ situé près de la barrière, à l'est de Gaza, octobre 2019 (photo Mahmud Hams/AFP)





# Quoi de neuf en Israël depuis 15 ans ?

*C'est à cette question qu'a répondu le journaliste Sylvain Cypel, invité à Nantes l'hiver dernier par la Plate-forme des ONG 44 pour la Palestine.*

*Nous rapportons ici quelques notes prises au cours de cette conférence, à l'occasion de la sortie de son livre « l'État d'Israël contre les Juifs »<sup>(1)</sup>.*

## La fin d'un déni

Jusque dans les années 2000, les autorités israéliennes et la majorité de la population étaient dans le déni sur la question du nettoyage ethnique des Palestiniens de 1947-1948. Le discours officiel était alors : « nous n'avons expulsé personne, ils sont partis de leur plein gré » ou bien encore le slogan : « Un pays sans peuple pour un peuple sans terre ». Cette thèse était enseignée dans les écoles et répétée dans les journaux : il s'agissait de nier le sort infligé aux Palestiniens, ce qui aurait terni l'image d'Israël.

C'est à partir des années 2000, de l'arrivée d'Ariel Sharon<sup>(2)</sup> au pouvoir et de la deuxième Intifada que Sylvain Cypel perçoit un changement radical : « En cinquante ans d'occupation, la culpabilité qui fondait autrefois le déni israélien de la "Nakba" a peu à peu cédé la place à une mentalité coloniale et à une indifférence quasi générale aux souffrances infligées aux Palestiniens, au plus grand bénéfice des partis d'extrême-droite. »

L'affaire Elor Aazaria en 2016 est symptomatique de ce changement : ce soldat qui acheva d'une balle dans la tête un Palestinien blessé et gisant au sol sera condamné à 18 mois de prison et bénéficiera d'une remise de peine. À sa sortie de prison, il déclara qu'il avait commis cet acte parce que c'était son devoir et fut ovationné par une partie de la population israélienne.

Déjà en 2014, Ayeled Shaked, qui

deviendra ministre de la Justice, avait posté ouvertement sur son Facebook des propos radicaux appelant au génocide des Palestiniens : « Les Palestiniens nous ont déclaré la guerre et nous devons répondre par la guerre. Il s'agit d'une guerre entre deux peuples. Qui est l'ennemi ? Le peuple palestinien [...] les mères des martyrs [...] devraient suivre leurs fils [dans la mort], cela ne serait que justice. Elles devraient disparaître, tout comme les foyers dans lesquels elles ont élevé les serpents. Sans quoi d'autres petits serpents y seront élevés à leur tour ». Sans doute ces propos ont-ils fait polémique puisqu'elle retira ce post, mais peu de temps après, elle devint ministre: cela en dit long sur l'évolution d'une partie de la société israélienne.

Désormais l'idéal d'une vie « entre soi » est admis comme normal cela revient à assumer ouvertement le crime du « transfert » et la nécessité de le poursuivre.

## La défense de l'homme blanc

La proximité de B. Netanyahu avec tous les leaders nationalistes identitaires et autoritaires (Trump, Bolsanaro, Salvini, Orban...) a de quoi surprendre, car nombre d'entre eux sont antisémites. Mais ils peuvent être exonérés de leur antisémitisme dans la mesure où ils défendent « l'homme blanc ». S. Cypel note qu'en 2018, au Congrès mondial sioniste, Netanyahu fit une déclaration pour le moins surprenante, affirmant que c'était le grand Mufti de Jérusalem,

Amin Al Husseini, qui avait demandé à Hitler de gazer les juifs. Cette affirmation complètement inventée n'avait qu'un seul but, celui de minimiser le rôle de ses amis européens de la mouvance identitaire dans le génocide des Juifs et faire croire que l'antisémitisme avait ses racines dans l'Islam.

Dans cette logique identitaire, Israël encourage exclusivement l'immigration juive. Beaucoup de familles de la bourgeoisie israélienne emploient une ou deux employées de maison, philippine ou sri-lankaise, mais leur titre de séjour est limité dans le temps et lié à un emploi. Les travailleurs étrangers ont interdiction de fonder une famille en Israël. Quant aux réfugiés érythréens ou soudanais du Darfour — arrivés surtout depuis 2000 — ils sont qualifiés d'« infiltrés ». Une loi de 2018 donnait quelques semaines à 38 000 d'entre eux pour quitter le territoire sous peine d'emprisonnement. Dans ce contexte, les ratonnades anti-noirs se multiplient.

## Et la communauté juive aux États-Unis ?

Sylvain Cypel, qui a été correspondant du journal Le Monde aux États-Unis de 2007 à 2013, est donc un observateur avisé de l'évolution de ce pays.

Le judaïsme y est de même importance numérique qu'en Israël et si la minorité orthodoxe soutenant Israël est estimée à 15 %, la grande majorité des juifs américains est ouverte et tolérante.

(1) Coll. Cahiers Libres, Ed. La Découverte, Paris, 2020.

(2) Ariel Sharon : général et Premier ministre d'Israël de 2001 à 2006

(3) AIPAC : American Israel Public Affairs Committee : lobby américain soutenant Israël politiquement et financièrement.



Si le lobby juif, représenté par l'Al-PAC<sup>(3)</sup> est très sioniste, il n'en est pas de même de la Conférence des Présidents, qui regroupe les grandes communautés juives et fustige les liens entre Trump et Israël. Cette cassure dans le ressenti par rapport à Israël est un phénomène irréversible. Il est particulièrement visible dans les grandes universités dans lesquelles la campagne B-D-S est très développée.

### Le sumud

Depuis 15 ans, les changements en Israël aboutissent au renforcement d'un nationalisme ethnique impliquant l'exclusion des non-juifs, ainsi qu'à l'entre-soi assumé et revendiqué. Cette évolution est encouragée par Trump qui s'appuie sur un électorat nationaliste blanc dans lequel les Évangélistes jouent un grand rôle, malgré l'opposition d'une partie importante de la communauté juive américaine.

En dépit de ce sombre tableau, Sylvain Cypel se déclare fondamentalement optimiste : le peuple palestinien est toujours là depuis la création d'Israël et il ne disparaîtra pas. Un terme arabe traduit cette résilience le « *sumud* ». ■

Pierre Leparoux



# Une vie de Palestinien, ça compte ?

Il s'appelait Eyad al-Halaq, il avait 32 ans. Eyad était autiste. Samedi 29 mai, il se rendait à l'école spécialisée qu'il fréquentait. Palestinien de Jérusalem, il vivait sous occupation depuis sa naissance. La brutalité de l'armée d'occupation était son quotidien depuis sa plus tendre enfance. La sauvagerie de cette armée raciste aura fauché sa vie. Interpellé par les soldats, il s'est enfui, effrayé : ils l'ont « neutralisé » comme ils savent le faire en lui tirant dessus pour tuer. Ils avaient soi-disant pris son téléphone portable pour une arme et donc identifié Eyad comme terroriste. Palestinien égal terroriste, c'est un des items israéliens. L'éducatrice d'Eyad, présente à ses côtés, avait pourtant informé les soldats de cette armée qui se proclame la plus morale du monde qu'il était autiste. « *Soudain, ils ont tiré trois balles sur lui, sous mes yeux* », a-t-elle déclaré. « *J'ai crié : "Ne tirez pas." Ils n'ont pas écouté, ils ne voulaient pas entendre.* »

### Mais que vaut la vie des Palestiniens ?

On peut se le demander. Au fil des ans, des Palestiniens ont été abattus dans des accidents de la route par des soldats qui prétendaient se défendre contre une attaque terroriste. D'autres ont été abattus pour avoir simplement marché près d'un point de contrôle, tandis que d'autres sont tués simplement parce qu'ils « *avaient l'air suspect* ». Ce sont 21 d'entre eux qui ont été assassinés par l'armée israélienne depuis le début de cette année. Voilà plus d'un an que la répression israélienne a pris une nouvelle dimension à Jérusalem avec des raids quotidiens dans les quartiers palestiniens donnant lieu à des saccages d'habitations et à des dizaines d'arrestations de jeunes hommes et d'enfants. La période du coronavirus aura été l'occasion

pour cette armée privée de tout sens moral de détruire des centres de santé, d'arrêter les volontaires qui désinfectaient les rues...

Le hasard aura réuni George Floyd et Eyad al-Halaq, assassinés par des policiers ou des soldats pour qui la vie de l'autre ne compte pas. Miko Peled, le fils du général israélien Peled, note sur les réseaux sociaux qu'il s'agit bien du même racisme, de la même brutalité. Des manifestations se sont tenues tant en Israël qu'en Palestine occupée pour demander justice pour George et justice pour Eyad. Le journaliste et écrivain israélien Gideon Levy lui aussi fait le parallèle entre les deux victimes. Il s'insurge : « *La Police des frontières israélienne n'est pas moins brutale et raciste que la police des États-Unis. [...] Mais, ici, la mort d'un homme nous aide à dormir ; là-bas, elle déclenche des protestations. Le maire de Minneapolis, Jacob Frey, dont il s'avère qu'il est juif, a été très prompt à s'excuser face à la communauté noire de sa ville. "Être noir en Amérique ne devrait pas signifier une sentence de mort", a-t-il dit. Et être palestinien non plus ne devrait pas signifier une sentence de mort, mais aucun maire juif israélien n'a jamais rien dit de tel.* »

L'assassinat d'Eyad al-Halaq n'est qu'une illustration de plus de la violence de l'occupation et du régime d'apartheid auquel Israël soumet les Palestiniens depuis plus de 70 ans. Elle est l'illustration du caractère raciste d'un État fondé sur la négation de l'Autre. Si l'on veut que la vie des Palestiniens ait autant de valeur que la vie de tout autre être humain sur cette terre, il est temps de mettre fin à l'impunité d'Israël, de dénoncer et combattre les lois racistes et discriminatoires qui font des Palestiniens des citoyens privés de des droits élémentaires et de leurs droits nationaux. ■

(Extraits d'un communiqué de l'AFPS du 02.06.2020)

# La Nakba : deux témoignages israéliens

Éléonore Merza et Eitan Bronstein en conférence à Pornic.

Le 18 novembre 2019, l'AFPS 44 et le CCFD-Terre Solidaire du Pays de Retz Atlantique (1) accueillent à Pornic dans le cadre des semaines de la solidarité internationale (Festisol), Éléonore Merza (2) et son mari Eitan Bronstein (3), deux militants, « anthropologues du politique », engagés dans le laboratoire alternatif de recherche israélien « De-Colonizer ».

## Un travail sur les mots

Dès les premières phrases, on perçoit que l'intervention va être claire et forte. Le discours est rapide, rythmé et argumenté. Le français d'Éléonore est impeccable. On sent très vite des convictions pleinement assumées de « militant·e·s anticolonialistes et féministes en Israël ». Éléonore et son mari Eitan ont fondé et co-dirigent « De-Colonizer » pour sensibiliser le peuple juif à l'histoire coloniale d'Israël, faire reconnaître la tragédie palestinienne et ainsi lutter « pour la justice dans le cadre du droit international ». Pour ce faire, il faut d'abord nommer correctement les choses tues, les faits occultés par le discours et les célébrations israéliennes. Ainsi, la « Nakba » (la Catastrophe pour les Palestiniens) n'existait pas pour les Israéliens il y a 15 ans. La Nakba est alors perçue comme un mensonge : les Palestiniens sont partis d'eux-mêmes, ont attaqué, ont perdu, ont expulsé 900 000 juifs... Il y a concurrence des mémoires. Aujourd'hui, on en parle un peu à la télé mais cela reste tabou dans l'identité collective.

## L'éducation populaire

Une conviction les anime : « Toute personne peut toujours changer, évoluer, en prenant conscience des événements comme a pu le faire Eitan lui-même qui a connu le « déclic » lors de son service militaire en Israël : Il a un jour été « choqué »

par un comportement inacceptable de jeunes camarades soldats à l'égard d'un commerçant palestinien à qui ils ont « prélevé » des fruits... comme si cela allait de soi ! Il a compris là que quelque chose n'allait pas... ».

C'est donc un véritable travail d'éducation populaire qu'ils ont engagé. Ces chercheurs et militants travaillent à la construction de ressources pédagogiques rigoureuses et accessibles, à partir de sources israéliennes, pour éduquer leur propre société. Ils ont, par exemple, dressé la carte<sup>(4)</sup> impressionnante de tous les villages palestiniens, chrétiens et syriens détruits (57 dès avant 1948, 615 en 1948, puis 206 de 1967 à aujourd'hui) et de ceux menacés de destruction (70). Travail considérable aussi pour décrire la véritable histoire avec leur livre : « Nakba, pour la reconnaissance de la tragédie palestinienne en Israël ».

Ils essayent inlassablement d'impliquer les Israéliens par des actions propres à provoquer des prises de conscience : organiser une exposition sur les ruines d'un village palestinien détruit et dont il ne reste presque rien pour rappeler la vie de ce village avant la Nakba, proposer à des Israéliens de lire eux-mêmes en pleine rue des extraits de leur livre et à partir des réactions débattre, organiser des « tours alternatifs » voyages organisés pour de jeunes juifs du monde entier...

Mais tout cela est réalisé dans un contexte très difficile... puisque « sous menaces de mort » glissera Éléonore au détour d'une phrase... sans insister.

## La colonisation

Les mots sont choisis avec précision. À De-Colonizer, on ne parle pas de « faire la paix » (ce sera possible quand on aura mis fin à l'occupation), de « conflit israélo-palesti-

nien » (il s'agit d'une colonisation), « d'Arabes israéliens » (mais de Palestiniens en Israël)...

Dire sans détour la colonisation présente dès l'origine du sionisme qui l'inspire : c'est là qu'est la clé, l'explication de l'installation progressive de la situation actuelle et de toutes ses conséquences. C'est cela qui est à dénoncer et à remettre en cause au plus profond. « Tant qu'Israël ne relira pas l'histoire sous cet angle, il continuera à le payer très cher ». Parallèle avec le vécu de la colonisation de l'Algérie par la France et de la douloureuse décolonisation : même problème de fond !

## Témoigner au monde

Leurs productions en hébreu, en anglais et en français visent aussi la communauté internationale car « sans pression politique internationale, les choses ne changeront pas ». Éléonore a d'ailleurs rappelé l'importance des actions BDS et le combat de jeunes juifs américains de plus en plus nombreux dans ce sens.

À l'issue de la soirée, les 150 personnes présentes les ont chaleureusement et longuement applaudis, une manière de les remercier pour l'impressionnante intervention d'Éléonore mais aussi pour leur engagement, leur courage et l'important travail réalisé avec ténacité et persévérance. Nos hôtes venus en France avec leur jeune fils de 3 ans le méritaient vraiment.

La collecte organisée à la sortie au profit de De-Colonizer a permis de leur remettre 500 euros. Ils ont pu vendre 35 exemplaires de leur livre.

Une très belle soirée, très éclairante qui donne encore plus de sens à notre engagement. ■

Arsène Leray (CCFD-TS),  
Chantal Leduc-Bouchaud  
et Bernard Albert (AFPS44)

(1) Associations membres de la Plate-forme des ONG pour la Palestine

(2) Éléonore, de mère juive et de père musulman expulsé du Golan syrien en 1976.

(3) Eitan Bronstein, Israélien juif, est l'un des fondateurs et animateurs de Zochrot.

(4) La présentation de leur travail et de la carte : <https://www.de-colonizer.org/carte-en-francais>. Ils n'y oublient pas les destructions de localités juives.

# Le Tour de France pris en otage

Pour la première fois une équipe israélienne « *Israël Start Up Nation* » est engagée sur le Tour de France cycliste. Elle est financée par le milliardaire israélo-canadien Sylvan Adams qui s'est auto-proclamé « *ambassadeur pour Israël* » et utilise sa fortune pour blanchir l'image de son pays.

On lui doit notamment la venue de Madonna à Tel Aviv lors de la finale de l'Eurovision 2019 et celle de Lionel Messi avec l'équipe d'Argentine de football en Israël en 2019 également. Les promoteurs de cette action ont déjà réussi dans l'édition du *Giro* (Tour d'Italie 2018) en obtenant le départ de l'épreuve à Jérusalem ainsi que trois étapes en Israël. Comme quoi l'argent peut beaucoup !

Sylvan Adams dit clairement son objectif : « *présenter l'État Hébreu comme une démocratie vivante et robuste, un pays normal, sûr, ouvert et tolérant* ».

Le Tour de France — événement sportif le plus suivi et regardé dans le monde après les J.O. — constitue donc un enjeu considérable avec des centaines de millions de téléspectateurs. Et il ne faut pas espérer des commentateurs spor-

tifs sous prétexte de « *ne pas mélanger sport et politique* », le moindre commentaire critique.

Le nom de l'équipe « *Israël, Start up Nation* » est celui retenu de façon générale par l'État israélien dans son offensive de séduction tout azimut à l'international : une nation jeune, dynamique, attractive et le lieu d'un miracle économique et technologique. Cette opération de marketing intervient pour contrer le succès international de la campagne B-D-S en utilisant les sportifs et leur passion pour redorer une détestable image, gommant toute référence à l'occupation.

À nous de rappeler que les secteurs de pointe israéliens sont entièrement tournés vers les besoins de son armée. Sous prétexte de sécurité et lutte contre le « terrorisme », Israël développe et vend dans le monde entier des technologies dangereuses pour les libertés publiques et les droits humains. Elles sont d'abord utilisées par l'armée israélienne pour contrôler et réprimer les Palestiniens, puis proposées avec l'argument choc : « *testées en situation réelle* ».

Qu'en pensent les Palestiniens soumis à une cyber-surveillance massive (drones et reconnaissance faciale, contrôle des réseaux sociaux...)?

En France, les soutiens à la Palestine, sportifs et non-sportifs, se mobilisent pour contrer cette opération de propagande : des interventions sont programmées sur les parcours du Tour qui, cette année, évite complètement la Loire-Atlantique et l'Ouest de la France.

Nous interpellons les clubs cyclistes de Loire-Atlantique ainsi que les responsables sportifs de nombreuses communes pour dénoncer cette opération. Nous interpellons également la Fédération départementale de cyclisme ainsi que la presse sportive pour que ce « hold up » sur le Tour soit contrôlé et que soit rétablie et affirmée avec force la triste réalité : « *Israël, apartheid Nation* ». ■

Paul Lesturgeon



Le propriétaire de l'équipe de cyclisme « *Israël Start-Up Nation* » sur le podium au départ du tour d'Italie à Eilat (Israël) le 6 mai 2018 (photo Sirotti - Icon Sport).

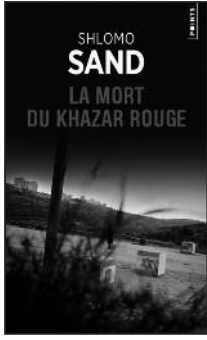
## LA 4<sup>E</sup> ÉDITION DE LA SEMAINE DU FILM PALESTINIEN

En janvier 2020, la semaine du film palestinien en Loire Atlantique s'est déroulée pour la 4e année consécutive. Vingt-et-un cinémas indépendants répartis dans tout de département ont enregistré une fréquentation en hausse avec 2 600 entrées. Cette Semaine, mise en place avec nos partenaires de la plate-forme 44 des ONG pour la Palestine, demande un travail important en amont et l'implication de nombreux adhérents autour des cinémas. Chaque séance permet, par le débat qui suit la projection et par les discussions à la table de presse, de remobiliser des sympathisants et de nouer de nouveaux contacts.

10 longs métrages (fictions ou documentaires) et 5 courts-métrages étaient présentés : 3 films ont plus spécialement attiré les spectateurs :

- **Mafak** qui relate la difficulté psychique pour un détenu palestinien libéré de renouer avec ses proches ; les débats étaient animés par Salah Hamouri, notre ami palestinien, qui a témoigné de sa longue expérience des prisons israéliennes et de la condition des prisonniers.
- **Le Char et l'olivier** avec la participation de son réalisateur Roland Nurier, un film très pédagogique dont on ne peut plus dire après l'avoir vu « *Je ne comprends rien à ce conflit* », et qui fait une grande carrière militante à travers la France.
- **It must be heaven**, d'Elia Suleiman, certainement le plus connu des réalisateurs palestiniens, Prix du jury à Cannes en 2019, un film très médiatisé.

La prochaine édition de cette Semaine du film palestinien **La Palestine au-delà des images** est prévue du 20 au 27 janvier 2021 avec, nous l'espérons, le soutien du Conseil départemental de Loire-Atlantique.



Shlomo Sand  
« La Mort du Khazar rouge »  
Édition Points-Poche.

# « La mort du Khazar rouge » de Shlomo Sand

J'ai acheté, quand il est sorti en France, l'essai de Shlomo Sand sur « comment le peuple juif a été inventé » d'autant plus que les critiques du Monde et Politis en 2009 étaient très intéressantes et poussaient à le lire. Il s'attaquait à la théorie portée par les sionistes comme quoi « les juifs forment un peuple doté d'un ADN spécifique que cache aujourd'hui le concept d'État juif » en s'appuyant sur la théorie de l'exil du peuple juif et sur le récit biblique de l'origine de l'État hébreu. J'avoue ne pas avoir eu le courage de lire cet essai très dense de près de 600

pages et me suis longtemps contenté des interviews donnés par Shlomo Sand.

En 2019, il publie un « polar » : La mort du Khazar rouge... Je me suis demandé au début si un tel intellectuel (professeur d'histoire contemporaine à l'Université de Tel Aviv) pouvait écrire un bon roman policier... Et bien OUI !. Ce livre passionnant se lit d'une traite et explique bien sa thèse sur « Quand le peuple juif fut inventé ? ». L'intrigue repose sur l'assassinat de deux professeurs de l'université de Tel Aviv qui sont

assassinés car porteurs de cette thèse. Est-ce il y a 4 000 ans ou bien sous la plume d'historiens juifs du XIX<sup>e</sup> siècle qui ont reconstitué rétrospectivement un peuple imaginé afin de façonner une nation juive ? Un pavé dans la mare des sionistes qui justifient ce concept pour refuser « une république appartenant à l'ensemble de ses citoyens quelle que soit leur religion » ?

À vous de vous plonger dans ce « polar » révélateur de la société israélienne d'aujourd'hui. ■

Jean Peetson

Gaza, cet espace confiné témoigne d'une grande vitalité artistique. Dans un contexte où le blocus limite l'accès aux matériaux, la jeune sculpteure Rana Ramlaoui utilise le sable comme matière de création. Ses œuvres artistiques représentent la souffrance du peuple palestinien.

Son dernier travail, une sculpture de sable « Stay Home ».

agencemediapalestine.fr



>>>> Le site de l'AFPS national est actualisé tous les jours.

## La solidarité, c'est aussi adhérer !

### BULLETIN D'ADHÉSION 2020

Nom..... Prénom .....

Adresse .....

e-mail..... Tél .....

Je cotise dans la tranche n° ..... soit ..... €

Chèque à l'ordre de l'AFPS44 : Pôle associatif Désiré-Colombe – 8, rue Arsène-Leloup – 44100 Nantes.

#### Comité de rédaction

Arlette Hamon, Marie-Annick Hunault, Bruno Fritel, Pierre Leparoux, Paul Lesturgeon, Jean Peetson, Gilles Bourgeois.

Tranche	Revenus mensuels	Cotisation annuelle
1	- 500 €	10 €
2	500 – 1 000 €	25 €
3	1 000 – 1 500 €	40 €
4	1 500 – 2 000 €	55 €
5	2 000 – 2 500 €	70 €
6	2 500 – 3 000 €	85 €
7	3 000 – 3 500 €	100 €
8	+ 3 500 €	120 €